

**L**a prostitution ne préoccupe guère les foules. Pourtant la «putain» choque, bouscule, interroge notre quotidien, et ce par bien des aspects. La prostitution reflète entre autres la difficulté et le malaise qu'ont certains hommes à s'épanouir sereinement, affectivement, et sexuellement dans notre société actuelle. Elle reflète également la solitude et un certain malaise masculin face à un monde en pleine mutation. On dira également que le développement de la prostitution est, somme toute, inversement proportionnel au degré de liberté sexuelle d'une nation; ce qui lui assure un avenir radieux.

Aujourd'hui, ces femmes anonymes, que l'on côtoie sans approcher, que l'on rencontre au détour d'un regard timide, sont menacées par une vague importante de répression policière. On les traque, on les chasse aussi bien dans la rue, dans les vitrines afin de supprimer ces épaules nues qui nous provoquent et nous harcèlent quotidiennement, comme si on venait tout juste de découvrir la vraie nature de leur activité. Depuis plusieurs mois, la répression acharnée, menée de concert par les polices communales de Saint-Josse, Schaerbeek et Bruxelles-Ville, conduit à de véritables dérives: détention abusive, fouilles corporelles humiliantes et vexatoires, séquestrations arbitraires, propos racistes... Alors que la prostitution en tant que telle n'est, rappelons-le, pas un délit.

Les autorités communales en question nous renseignent aimablement que le but visé par ces opérations répressives est de «nettoyer» le quartier, rétablir l'ordre public et supprimer les activités visibles de la prostitution. Cette schizophrénie ambiante qui consiste, d'un côté, à reconnaître une certaine professionnalisation (perception de taxes communales, impôts...) de la prostitution et, de l'autre, insiste pour la clandestiniser, provoque une véritable confusion

## Prostitution : où est l'indécence ?

sur le terrain. En d'autres termes, soyons claire, les édiles communaux qui, jadis toléreraient ces espaces à prostitution, ont aujourd'hui des visées plus fructueuses où les femmes prostituées entrent en concurrence avec des méga-projets immobiliers qui nous dépassent tous!

Car il ne faut pas se leurrer, la prostitution acquiert son caractère scandaleux uniquement du fait de sa visibilité, c'est-à-dire du fait qu'elle est exposée aux regards indiscrets. Le scandale ne vient pas du fait qu'elle est pratiquée. Le scandale ne vient pas non plus du fait des clients masculins, qui, une fois le désir assouvi, retrouvent vite la respectabilité, une fois passé le coin de la rue. Ils peuvent alors retourner tranquillement goûter les plaisirs et la douceur de leurs foyers... Les femmes prostituées n'ont pas le loisir de changer de vie en changeant de trottoir. La répression semble dictée avant tout par une morale désuète, pudibonde et hypocrite qui considère l'incitation à la débauche comme un acte répréhensible et outrageant. Pourquoi dès lors punir le fournisseur de plaisir et non l'utilisateur du sexe?

A une époque où les murs de la ville sont recouverts de publicités vantant telle lingerie; à une époque où les sex-shops éclosent çà et là dans la ville, comment comprendre que quelques rues puissent faire l'objet d'autant de ressentiment? Où est l'indécence? Quand, tous les jours, la fracture sociale, dans nos villes, ne fait qu'augmenter. Où

est l'indécence quand l'exclusion sociale devenue quotidienne se heurte en permanence aux quartiers riches?

La fermeture des vitrines et des «carrées» ne mettra certainement pas un terme à l'existence de la prostitution. Faute de l'enrayer, ces pratiques pseudo-dissuasives mènent à une précarité sociale affolante, sur des conditions de travail épuisantes et honteuses, avec des effets sur le risque de prophylaxie des maladies sexuellement transmissibles et notamment le sida.

Il serait plus que temps que les instances communales concernées cessent de nager dans leurs contradictions et appréhendent ce phénomène social avec plus de sérénité et de clairvoyance. Que les instances communales parviennent à consacrer à ce type d'activité des «zones de tolérance», clairement délimitées, inextensibles, où les femmes prostituées pourraient travailler dans des conditions décentes et respectables. Attention, notre projet ne vise pas à déplacer l'activité prostitutionnelle en périphérie, loin de nos centres urbains, mais au contraire à permettre aux quartiers «roses», qui ont historiquement acquis pignon sur rue, de pouvoir revendiquer le droit d'exister.

Il serait raisonnable que l'on puisse enfin entrevoir une vision globale, cohérente, et urbanistique de ce fait de société, dont on s'étonnerait fort de l'ampleur de la clientèle... Ce projet ne signifie en rien pour nous, travailleuses de terrain, de promouvoir, ni de banaliser la prostitution dans la ville mais au contraire, de tenter de gérer sereinement, et à long terme, une situation sociale qui nous est aujourd'hui devenue quotidienne.

**CATHERINE FRANÇOIS**  
Conseillère communale à Saint-Gilles  
Sexologue à Espace P...  
(Émancipation et insertion sociale  
des femmes prostituées)

*Le titre est de la rédaction.*